

ELOGE DE VACLAV HAVEL PRONONCE PAR JACQUES RUPNIK LORS DE LA REMISE DU DOCTORAT HONORIS CAUSA DE SCIENCES PO

22 octobre 2009

C'est un grand honneur, une immense satisfaction que d'avoir à prononcer ici l'éloge du président Vaclav Havel. Un privilège qui recèle cependant quelques difficultés.

Il n'est pas aisé de faire l'éloge d'un personnage mondialement célèbre en tant que symbole des « révolutions de velours » de 1989, l'année miraculeuse qui commença par son emprisonnement et se termina par son élection comme président de la République au château de Prague. Vaclav Havel, comme Thomas Masaryk, son prédécesseur de 1918 à la présidence tchécoslovaque, incarne aux yeux de ses concitoyens et dans les perceptions internationales la figure du philosophe-roi, de l'intellectuel-dissident confronté à l'épreuve du pouvoir, entre la réinvention de la démocratie et d'un nouvel ordre européen. D'où la tendance à lire sa biographie comme l'illustration du dilemme classique dans la quête du bien commun entre la *vita activa* et la *vita contemplativa*, entre l'homme politique aux prises avec les contraintes et les apparences du pouvoir, et l'intellectuel dont le rôle est précisément d'interpeller le pouvoir.

Le parcours de Vaclav Havel et son œuvre peuvent se décliner en trois temps : le dramaturge des années 1960, influencé par le théâtre de l'absurde de Beckett et Ionesco, le dissident des années 1970 et 1980, puis le président qu'il fut jusqu'en 2003. À ceux qui voudraient privilégier l'une de ces trois facettes ou les opposer entre elles il vient de répondre en écrivant une nouvelle pièce, *Le Départ*, mais qui aurait pu aussi s'intituler *La Comédie du pouvoir*. Car chez Havel le théâtre et la politique ne sont pas bien éloignés. Après tout, en novembre 1989 à Prague, le creuset de la nouvelle démocratie, le Forum civique, fut créé dans un théâtre au nom prédestiné de *Lanterna Magica*. La révolution de velours, c'est sa meilleure pièce ; une révolution théâtrale où le peuple fut convié à se donner en représentation à lui-même. Milan Kundera écrivit alors : « La façon dont il a mené la lutte était fascinante non seulement du point de vue politique, mais aussi esthétique. C'était le dernier mouvement "*prestissimo*" d'une sonate écrite par un très grand maître. »

Dramaturge, dissident, président... Et, de nouveau, dramaturge, dissident... ? Il n'est pas dit que le cycle doive se répéter intégralement... D'autant que – et c'est ce qui importe ici aujourd'hui – l'on retrouve dans ses pièces de théâtre, dans les essais du dissident comme dans les discours du président, le même fil conducteur : une méditation sur les ressorts profonds du pouvoir et de son

langage, sur ses modes de domination et de manipulation, mais aussi sur les raisons et les moyens d'y résister.

La deuxième difficulté – qui n'en est pas vraiment une – c'est que Vaclav Havel est politiquement inclassable. Les clivages politiques classiques n'avaient pas grand sens au sein de la Charte 77 et, aujourd'hui encore, je mets les étudiants de Sciences Po au défi, après avoir lu ses écrits, de trouver un « label » politique adéquat. Le grand philosophe polonais Leszek Kolakowski, récemment décédé, avait publié sur ce thème un article mémorable où il se définissait avec humour comme un « conservateur, libéral et socialiste » ; une formule qui a le mérite de brouiller les pistes et qui, de ce point de vue, conviendrait assez bien à Vaclav Havel.

La troisième difficulté concerne le rapport ambigu du lauréat aux sciences politiques. D'abord parce qu'il est bien placé pour savoir que ceux qui se sont véritablement crus les détenteurs d'une science du politique ont pendant trois quarts de siècle construit un cauchemar totalitaire dans l'autre moitié de l'Europe et bien au-delà. Ensuite, parce que la plupart des professionnels des sciences politiques se sont longtemps focalisés sur les attributs de la puissance, sur les mécanismes et les élites du pouvoir considérant les dissidents comme des curiosités marginales. La science politique s'intéressait peu à la dissidence – qui le lui rendait bien... Pas plus que d'autres sciences sociales elle n'avait anticipé 1989 et la chute du communisme, même si *a posteriori* elle ne manqua pas d'arguments savants pour démontrer que celle-ci était inévitable.

Il reste, vingt ans après 1989, un constat d'évidence : ses essais politiques ont établi Vaclav Havel comme un penseur politique majeur du dernier demi-siècle. *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, pour ne mentionner que le plus important, est, depuis sa parution en samizdat en 1978 jusqu'à aujourd'hui, lu aux quatre coins du monde, à Harvard comme à Shanghai, à Téhéran comme ici à Sciences Po. Chacun, bien entendu, le lit à sa façon et dans des contextes très différents ; mais c'est précisément là l'une des clefs de son influence et sa force d'interpellation : à partir de l'expérience du totalitarisme en Europe centrale, Vaclav Havel amorce une réflexion de portée générale sur la nature et la logique du pouvoir dans les sociétés modernes, sur les sources et les modes de résistance à la dictature, sur les fondements éthiques et civiques d'une communauté politique. Par-delà les commémorations de 1989, c'est d'abord au penseur politique que va aujourd'hui le doctorat *honoris causa*.

L'apport de Vaclav Havel à la pensée politique contemporaine peut être brièvement rappelé ici en trois temps. Il a d'abord renouvelé la réflexion sur le concept de totalitarisme. Il a formulé, dans

la dissidence, une éthique de résistance de la société civile comme fondement du politique et d'un espace public démocratique. Enfin, sa réflexion sur la crise de la modernité européenne l'amène à penser l'Europe entre civilisation et institution.

Depuis les années 1950, deux écoles principales « cohabitaient » sur le terrain politiquement miné de l'analyse des régimes de ce que l'on appelait alors « les démocraties populaires d'Europe de l'Est » qui n'étaient pas des démocraties, mais des dictatures, étaient éminemment impopulaires comme en témoignèrent les révoltes de Budapest, de Prague ou de Gdansk, et ne se trouvaient même pas en Europe de l'Est, mais en Europe centrale.

Les premiers, adeptes du concept de totalitarisme, formulé par des philosophes comme Hannah Arendt ou des politologues comme Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski, en donnèrent les définitions classiques dérivées de la comparaison du nazisme et du stalinisme : des régimes fondés sur la mobilisation idéologique et la terreur de masse. Au fil des années, le décalage avec les réalités devenait flagrant et la remise en cause du concept ne tarda pas.

Les seconds, dans le contexte du dégel des années 1960 puis de la détente des années 1970, ont d'abord privilégié les théories du développement et de la convergence, puis ont progressivement adopté, pour analyser les systèmes communistes, celles des « groupes d'intérêt », du « pluralisme limité » et de la « participation guidée » qui rapprochait ces régimes moins de la démocratie selon Tocqueville que de l'idéal olympique du baron de Coubertin : l'important n'était pas de gagner (des élections), mais d'y participer.

C'est donc précisément au moment où la science politique occidentale abandonnait le concept de totalitarisme comme un produit peu scientifique de la guerre froide, que la pensée politique dissidente en Europe centrale, et Vaclav Havel en premier lieu, se réappropriaient le concept en le redéfinissant à travers la notion de « post-totalitarisme » (c'est-à-dire un « totalitarisme failli », ou « totalitarisme aux dents cassées » selon Adam Michnik). Alors que le totalitarisme des années 1950 reposait sur la terreur de masse, le « post-totalitarisme » des années 1970 et 1980 visait la soumission et la résignation par une répression sélective. Dans sa « Lettre ouverte à Gustav Husak » – brillant essai que j'ai eu le privilège de traduire pour *Les Temps modernes* en 1975 –, Vaclav Havel analysait avec une grande acuité les spécificités du gouvernement par la peur :

« Il ne faut pas prendre la peur dont je parle dans le sens psychologique courant ; en général nous ne voyons pas autour de nous des gens tremblant de peur, mais des citoyens à l'allure satisfaite et

confiante. Il s'agit d'une peur plus profonde qui a un sens éthique : une participation [...] à la conscience collective d'un danger permanent et omniprésent, un souci pour ce qui est ou pourrait être menacé, une accoutumance à la menace comme composante essentielle du monde naturel, une assimilation toujours plus complète, évidente et habile des diverses formes d'adaptation au monde extérieur comme seul système de défense efficace. »

« Accoutumance », « assimilation », « adaptation » à la menace, ces termes renvoient à la fois à des stratégies de repli des individus et tiennent lieu de lien social dans la phase post-totalitaire du système communiste. La peur comme mode de gouvernement, comme instrument de l'atomisation de la société, de « son asservissement spirituel, politique et moral ». Contrairement à sa phase initiale où le pouvoir recherche l'adhésion collective à une vision idéologique du changement révolutionnaire, le post-totalitarisme recherche la démoralisation de chacun et la perte de tout espoir de changement. Ce que Vaclav Havel appelle la crise de l'identité humaine rejoint ici celle du système : « un système qui exige aussi implacablement de l'individu de n'être pas lui-même, peut-il freiner la décomposition de son identité ? »

Le pouvoir des sans-pouvoir, le texte classique de Vaclav Havel, prolonge cette analyse du « post-totalitarisme » qui combine violence sélective et mensonge institutionnalisés. Ce qui distingue le « post-totalitarisme » peut se résumer ainsi : si l'idéologie reste un mode de légitimation ritualisé, de plus en plus détachée de la réalité, elle est aussi un moyen d'obtenir l'obéissance. Havel illustre le propos par le désormais célèbre marchand de légumes qui, pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, met en vitrine le slogan « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » : on ne vous demande plus d'y croire, mais de faire « comme si ». Il n'est plus question d'adhésion, mais seulement de comportement conforme.

Le communisme des années 1950 se voulait spartiate et faisait de la pénurie nécessaire une vertu. Le « post-totalitarisme » était selon la formule de Vaclav Havel, « la rencontre historique de la dictature et de la société de consommation ». L'atomisation et le repli sur la sphère privée étaient à ce prix. Et du contrôle social il n'y avait qu'un pas vers la naissance d'un nouveau contrat social que l'État passe implicitement avec le citoyen : ce dernier s'adapte en acceptant le mensonge, en renonçant à ses droits individuels et collectifs et obtient en échange la sécurité de l'emploi et l'accès progressif à la société de consommation.

Sans doute la plus originale et dérangeante innovation havelienne dans sa définition du « post-totalitarisme » est qu'à la différence des dictatures classiques la ligne de clivage ne passe plus

seulement entre l'État-parti et la société, entre dominants et dominés, mais par chaque individu qui devient à sa manière victime et support du système.

Vaclav Havel : « Ce que nous entendons par système n'est donc pas [seulement] un ordre que certains imposeraient aux autres, mais c'est aussi quelque chose qui traverse toute la société et que la société entière contribue à créer. » C'est là l'un des ressorts profonds du régime et qui explique, en partie, les difficultés qu'ont depuis 1989 les sociétés d'Europe centrale à confronter leur passé.

Le second thème fort de la pensée de Vaclav Havel, directement lié au précédent, c'est que (dans les conditions du post-totalitarisme) l'on ne peut refonder la politique que sur l'éthique. En manipulant la mémoire historique et l'information le pouvoir finit par détruire le critère même de vérité. Face au mensonge institutionnalisé, la résistance de la société commence par ce que Havel, mais aussi Soljenitsyne ou Michnik appelaient « vivre dans la vérité ». L'ethos de la dissidence, la « solidarité des ébranlés » pour reprendre le terme du philosophe Jan Patočka, c'est la réalisation que le « souci de l'âme » de chaque individu devient inséparable du « souci de l'âme » de la Cité.

Au lendemain de la chute de l'Ancien Régime, Vaclav Havel définissait le point de départ de la dissidence comme le refus du mensonge et du « faire semblant ». « L'origine de cette situation, disait Havel, qui fait penser à Sisyphe, voire à Don Quichotte, est essentiellement morale, même existentielle ; elle est due à un sentiment profond de responsabilité personnelle pour le monde. »

L'« anti-politique » de Havel renvoie ainsi à un déficit de légitimité de la politique. La politique doit se légitimer par quelque chose qui la dépasse, des valeurs éthiques et spirituelles. La dissidence n'avait pas l'ambition de conquérir le pouvoir et ne concevait pas la politique comme une technologie du pouvoir, mais cherchait à devenir un contre-pouvoir : l'auto-organisation de la société civile comme conquête progressive et non violente d'un *espace public libre*. Ainsi, le primat de l'éthique et la société civile favorisent l'émergence d'une culture civique sans laquelle « l'invention démocratique » d'après-1989 serait vouée à l'échec. Et au-delà : ceux qui réfléchissent aujourd'hui à la crise du politique et de la représentation, ou observent inquiets une Europe réunifiée dans la crise de la démocratie et les poussées populistes, liront avec profit les discours du Havel-président ; son rappel des fondamentaux, des valeurs, mais aussi des thèmes et des enjeux qui donnent un sens à l'engagement civique et à une communauté politique.

La troisième contribution majeure de Vaclav Havel concerne l'Europe, la crise de sa civilisation et les déboires de sa Constitution. Car la réflexion havelienne sur le totalitarisme et la démocratie ne se contente pas d'opposer leurs régimes politiques. En disciple de Patocka, Havel ne voit pas la domination d'un pouvoir hypertrophié, bureaucratique et impersonnel comme une simple aberration du « despotisme oriental », mais un avatar de la modernité industrielle occidentale, « une image grotesquement agrandie de ses propres tendances », à savoir le scientisme, le fanatisme de l'abstraction, la poursuite effrénée de ce qu'il appelle « croissance de la croissance », le culte de la consommation.

« La plus grande faute que l'Europe occidentale pourrait commettre, écrivait Havel dans *La Politique et la Conscience* en 1984, serait [...] de ne pas comprendre les régimes post-totalitaires tels qu'ils sont en dernière analyse c'est-à-dire comme un miroir grossissant de la civilisation moderne en son entier. »

Autrement dit, pour Havel, les systèmes totalitaires n'étaient pas seulement « des voisins dangereux, encore moins une quelconque avant-garde du progrès mondial. Malheureusement, bien au contraire, ils sont l'avant-garde de la crise globale de cette civilisation [européenne à l'origine, puis euro-américaine et enfin planétaire] ».

On ne parlait pas alors encore de mondialisation, mais la question dérangeante à laquelle nous demeurons confrontés était posée. Et si les écrits de Vaclav Havel sont lus aujourd'hui aux quatre coins du monde, ce n'est pas parce qu'ils révéleraient des aspects méconnus des turpitudes policières d'une dictature déchuée, mais parce qu'ils dépassent les circonstances politiques du moment où ils furent écrits et nous éclairent, aujourd'hui encore, sur le monde dans lequel nous vivons.

C'est là aussi que la réflexion sur la crise de notre civilisation rejoint après 1989 la question de l'Europe, du « retour à l'Europe » qui ne se réduit pas à l'intégration des pays d'Europe centrale dans les institutions de l'Union européenne. L'Europe n'a nul besoin, par excès de politesse ou principe de précaution poussé à l'absurde, d'oublier les héritages de sa civilisation et les valeurs qui sous-tendent son projet qui ne peut se résumer à un marché unique et à des normes juridiques ou techniques partagées. Sans ces héritages, tout projet de Constitution serait (selon Havel) une construction artificielle, technocratique et vouée à l'échec. Car Vaclav Havel fut le premier homme d'État européen, avant Joscha Fischer et quelques autres, à préconiser dans les

années 1990 une Constitution européenne. Il l'a fait, entre autres, dans un discours important en mars 1999 devant le Sénat français :

« Si nous ne souhaitons plus que l'UE fasse figure d'une entreprise administrative trop complexe, ni d'un enjeu que ne comprend qu'une classe restreinte d'euro-spécialistes, si nous la voulons plus proche des citoyens, [...] elle devrait, à mes yeux, initier la rédaction de sa Loi fondamentale. J'entends par là une Constitution, pas forcément très longue, intelligible à tous, nantie d'un préambule solennel décrivant brièvement le sens et l'idée de l'Union avant de définir les différentes institutions leurs relations mutuelles et leurs compétences. » Et d'ajouter, revenant à l'essentiel, que l'entreprise n'aurait de chance d'aboutir sans « l'esprit et le fondement moral où prennent naissance les institutions et les documents qu'elles adoptent ».

Un texte court, inspiré et intelligible à tous qui inviterait à une « parlementarisation » et à une « fédéralisation » des institutions européennes. Si, un jour, les Européens voulaient revenir au projet constitutionnel (ce qui n'est pas pour demain – commençons par ratifier le traité de Lisbonne et les regards se tournent vers Prague !) et se mettaient en quête d'un « père fondateur » capable de rédiger un texte court, fort et intelligible à tous, ils pourraient être tentés d'en confier la rédaction à Vaclav Havel lui-même.

On pourrait conclure ce rapide portrait intellectuel de Vaclav Havel en relevant quelques paradoxes concernant l'intellectuel et le pouvoir. L'intellectuel dissident propulsé au pouvoir, préside aussi au déclin du rôle de l'intellectuel et du statut de la culture dans la société démocratique. Il incarne un héritage de la dissidence qui sera sans doute commémoré le mois prochain, mais sans être vraiment adopté par les élites politiques de son pays.

Vaclav Havel n'avait pas prédit la chute du communisme pour l'automne 1989, mais il avait analysé les raisons pour lesquelles les régimes dits du « socialisme réel » étaient condamnés. L'histoire des sociétés étant par définition imprévisible, il nous livre quelques clefs de « l'énigme de la désagrégation du communisme » (François Furet). Un système qui déployait tous ses moyens pour mettre la société sous contrôle ou sous anesthésie – Havel emprunte ici une métaphore à la physique – souffre d'une généralisation de l'entropie, c'est-à-dire une perte constante d'énergie. Son incapacité à se renouveler l'amène à sombrer dans une crise profonde et le condamne à terme. En restant dans la métaphore empruntée à la physique, on est tenté de comparer la réaction en chaîne qui a balayé l'empire soviétique en 1989 à un « effet papillon » : un petit battement d'aile d'un papillon (une table ronde suivie d'une élection en Pologne)

déclenche une perturbation majeure qui fait craquer les murs et déstabilise l'ordre ancien. Des faux-semblants il ne reste que le faux, le risque de s'opposer diminue tandis que le coût du rétablissement de l'ordre augmente proportionnellement selon une formule qui satisferait les adeptes les plus exigeants des théories du choix rationnel. La peur change de camp et même le marchand de légumes, immortalisé par Vaclav Havel, peut retirer le panneau « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » et – qui sait ? – se risquer à se joindre place Venceslas à la foule qui applaudit le dissident sur un balcon en scandant : « Havel président ! »

Ibsen dans *Les Soutiens de la société* en 1877 avait une phrase qui évoque 1989 et que feraient bien de méditer tous les pouvoirs trop sûrs de leur fait :

« Un moment peut venir, un mot peut être dit, et vous et toute votre splendeur s'effondreront... »

L'itinéraire de Vaclav Havel nous rappelle les surprises et les ironies de l'histoire, mais aussi que la « sortie de Yalta » et de l'Europe divisée ne se réduit pas un événement, fût-il spectaculaire et retransmis en direct comme la chute du mur de Berlin ou la « révolution de velours » à Prague, mais un long processus d'émancipation dont l'héritage dans la pensée politique reste pertinent aujourd'hui pour toute l'Europe.

Il est d'usage à propos du rapport des intellectuels à la politique d'opposer, selon la formule de Max Weber, « l'éthique de conviction » à « l'éthique de responsabilité ». Dans la démarche de Vaclav Havel, l'éthique de conviction est une éthique de responsabilité. « La responsabilité comme destin », dit-il.

Vaclav Havel, un écrivain devenu homme d'État, qui par son œuvre comme par son action a écrit une des plus belles pages de l'histoire de la liberté.

Sciences Po honore aujourd'hui un grand Européen de notre temps.

Jacques Rupnik, 22 octobre 2009